

# Suinen : “Les grèves, le plus grand problème de la Wallonie”

● L'ancien patron de l'Awex (exportation wallonne) considère qu'il y a d'excellentes mesures dans le “tax shift” fédéral.

● Il appelle les partis traditionnels à s'unir au sud du pays pour un plan wallon à long terme.

● Selon lui, le Brexit pourrait amener des choses positives à la Wallonie.

## “Je suis pour un unionisme wallon incluant tous les partis”

Entretien Frédéric Chardon et Stéphane Tassin

Cela fait deux ans que Philippe Suinen a quitté la tête de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (Awex). Il est devenu président des Chambres de commerce et d'industrie wallonnes. Ancien chef de cabinet d'Elio Di Rupo (lorsqu'il était vice-Premier ministre), Philippe Suinen aime toujours surprendre son interlocuteur avec malice. Etiqueté socialiste, il lui arrive de tenir le même discours que celui des petits entrepreneurs wallons. Alors que le pays a connu vendredi une nouvelle journée de paralysie syndicale ordonnée par la FGTB, Philippe Suinen dénonce la mentalité gréviste qui plombe la Wallonie.

**Depuis plusieurs mois, les syndicats du sud du pays se sont illustrés par des actions parfois très musclées. N'est-ce pas un handicap pour une région qui tente de se relever ?**

On est dans une situation asymétrique où, dans plusieurs cas, la Wallonie s'est en effet montrée très peu attractive vis-à-vis des investisseurs. Je parle des mouvements sociaux, des grèves. On a le droit de réagir comme syndicaliste mais, alors, il faut s'interroger sur la portée de ses actes. Cela devient difficile d'expliquer à l'extérieur, auprès d'investisseurs potentiels, que nous avons une tradition de concertation sociale avec cette succession de mauvais exemples. Le contraste entre la Wallonie et la Flandre, sur le plan de la propension à faire grève, m'inquiète très profondément. Cela dit, la grève des camionneurs a eu un effet positif : on s'est rendu compte que l'autorité politique avait les moyens de faire lever les blocages.

**Pour un ancien chef de cabinet socialiste, vous semblez être devenu antisindicaliste...**

Je ne suis pas antisindicaliste, je suis wallon... On a besoin de syndicalisme et de concertation. Mais la Wallonie doit se ressaisir. A côté de cela, la Wallonie a besoin de dépasser le “court-termisme” politique qui tient à la durée de la législature, avec les prochaines élections comme ligne d'arrivée. Je suis pour un unionisme wallon où tous les partis politiques démocratiques et les partenaires sociaux se mettraient d'accord sur une tra-

jectoire qui irait, par exemple, jusqu'en 2030. On éviterait ainsi le risque d'une remise en cause de la politique menée en fonction de la composition de la coalition gouvernementale. Il faut de la continuité dans l'action.

**Paul Magnette n'avait pas parlé d'unionisme mais de patriotisme économique wallon. Une bonne idée selon vous ?**

Oui. La Wallonie est une sorte de famille. Ce patriotisme n'est pas contradictoire avec la libéralisation du commerce international.

**Certains estiment que les Flamands ont trop de poids dans l'Etat fédéral, qu'ils cadennassent les postes dirigeants des entreprises publiques. La Wallonie est-elle écrasée par le nord du pays ?**

C'est caricatural. La Wallonie a toujours été une terre pluriculturelle. Cette multiculturalité fait que, actuellement, des cadres flamands qui en ont marre des embouteillages vers Bruxelles viennent travailler à Liège, par exemple. Il faut être doux dans le trait que l'on dessine au sujet de la Flandre. Mais une indépendance de la Wallonie ne serait pas très efficace sur la scène internationale. Malheureusement... Je nous vois mal nous éloigner de Bruxelles. Mais il est vrai que le gouvernement fédéral est souvent “impuissant”, pour reprendre une expression de Michel Daerden, pour résoudre les conflits sociaux. On a l'impression que la N-VA ne souhaite pas qu'il y ait des solutions afin de pouvoir dénoncer la situation en Wallonie.

**Comment jugez-vous l'action du gouvernement fédéral, justement ?**

Dans le tax shift, il y a d'excellentes choses. La mesure de Willy Borsus, qui exempte les patrons de charges sociales sur le premier travailleur engagé, est l'une des meilleures décisions prises depuis longtemps.

**S'il fallait changer une chose en Wallonie pour améliorer son économie, quelle serait-elle ?**

Prendre la mesure des conséquences des actions sociales sur l'image de la Région.

**Vous ciblez à nouveau les grèves...**

Nous sommes dépendants de cette image en matière

d'exportation et d'investissements étrangers. Le travailleur, avant d'exprimer son mécontentement, doit d'abord bien situer l'origine de ce mécontentement. C'est parfois très diffus.

**Actuellement, c'est le projet de loi Peeters sur la flexibilité du travail qui est visée par la grogne syndicale. Qu'en pensez-vous ?**

Il faut que chacun donne du sien. Mais il y a des clarifications à donner. Je comprends que le travailleur n'ait pas envie qu'on lui dise à minuit qu'il doit revenir travailler à deux heures du matin. Mais il faut qu'il comprenne aussi qu'il y a parfois des pics dans les commandes qui nécessitent de travailler plus. Dire simplement que la loi Peeters, c'est le retour à la semaine des 45 heures, c'est un mensonge.

**Comment faire pour accueillir plus d'investisseurs étrangers en Wallonie ?**

Il faut un réseau de collaborateurs et un produit à offrir. Le réseau, nous l'avons avec les attachés économiques de l'Awex qui savent depuis longtemps qu'ils doivent mettre l'accent là-dessus.

**Pourtant, on constate que ça n'évolue pas fortement...**

Alors, c'est un problème de produit qui n'est peut-être pas suffisamment attractif. Le chef d'entreprise n'apprécie pas de ne pas pouvoir rejoindre son entreprise lors des grèves...

**Les grèves constituent donc le problème fondamental ?**

A mon avis, oui. Et la caricature de cette image de “Wallons grévistes” plane au-dessus de notre tête.

**Les syndicats ne seront pas d'accord avec vous...**

C'est bien cela le problème !

**Doit-on faire comme au Japon ? Les travailleurs qui sont en grève travaillent quand même mais arborent simplement un bandeau noir...**

Pas tout de suite, non... (Rires). Le rôle des syndicats et la concertation, nécessaire, ne me posent aucun problème. Il ne faut pas les “dribbler” non plus. Cela dit, il y a eu beaucoup de réactions négatives et de situations dramatiques liées aux grèves et aux actions de toute sorte. J'ai le sentiment que les responsables syndicaux sentent bien qu'il ne faut plus jouer avec le feu.

# “La Wallonie pourrait être le Singapour européen”

**Le Brexit va avoir un impact sur les exportations de la Flandre. Et pour la Wallonie ?**

Il y a dans le commerce flamand beaucoup de commerce de transit. Les containers qui passent par le port d'Anvers, par exemple. Ce n'est pas ce qui l'enrichit le plus. Mais les Britanniques ne sont pas sots, ils vont s'empresse de demander des accords de libre-échange. Le Brexit n'aura pas beaucoup d'impact sur nos exportations. Par contre, il y aura un effet positif: on ne va plus considérer qu'en investissant en Grande-Bretagne, on investit dans l'Union européenne. Londres ne pourra plus dire qu'elle est au cœur de l'Europe. Cela va créer un appel d'air pour une sorte de Singapour au sein de l'Union.

**Vous y voyez une chance pour la Wallonie ?**

Ce Singapour européen pourrait être la Wallonie, oui, si on se donne les moyens d'attirer les hubs financiers, technologiques et industriels. Politiquement, il y a aussi un avantage au Brexit: sans les Britanniques, les fédéralistes européens vont pouvoir recommencer à rêver. Notamment en ce qui concerne la redistribution des richesses entre les régions. Alors que l'Etat belge, lui, n'a presque plus aucune culture de solidarité entre ses composan-

tes. La Belgique est dans un fédéralisme de confrontation et de proclamation plutôt que de solidarité.

**La Wallonie a-t-elle alors intérêt à continuer à vivre dans ce fédéralisme belge qui n'est plus solidaire ? Faut-il faire un “Walexit” ?**

C'est la grande question. Mais elle est fort théorique. Je ne sens pas une grande volonté d'indépendance chez les Wallons.

La relation avec la Région bruxelloise est ressentie comme positive. La priorité qui doit être celle de la Wallonie, c'est de stopper cette dégringolade en ce qui concerne son image de marque à l'étranger.

**Lorsque vous dirigiez l'Awex, vous avez déclaré que vous étiez en faveur des délocalisations citoyennes de la part des PME wallonnes. Vous le pensez toujours ?**

Oui, bien sûr. Nous en avons besoin. La meilleure façon de prospecter un grand marché, c'est d'y avoir une part d'activités. Le monde est fait comme ça.

**Donc, quand c'est nécessaire, il faut délocaliser la main-d'œuvre peu qualifiée ?**

Notamment. Cela permet d'être plus compétitifs. Notre situation de compétitivité n'est pas des meilleures en matière de coûts de production.

*“La priorité de la Wallonie doit être de stopper la dégringolade en ce qui concerne son image de marque à l'étranger.”*